

Politique familiale pour le personnel d'Etat
Le PDC la veut plus active

Le Conseil d'Etat devra soumettre au Parlement un projet de politique familiale plus favorable aux fonctionnaires et aux enseignants. C'est une motion des démocrates-chrétiens du Centre et du Bas qui l'y invite. Comme personne ne l'a combattue, elle suit désormais son chemin.

La motion demande de mieux favoriser le travail à temps partiel, de faciliter le partage des postes, et d'autoriser des congés parentaux non payés au-delà des normes légales. Elle suggère également de donner un coup de pouce aux parents qui, pour élever leurs enfants, sont restés longtemps éloignés du monde du travail. « *Il faudrait faciliter leur réinsertion professionnelle (...), en prenant en charge leur mise à niveau dans une structure de formation continue pendant et après la période d'activité familiale.* » Pour les groupes DC, une telle politique permettrait de mieux concilier famille et activité professionnelle.

[Lire le texte de la motion](#)